

Pour un boycott des élections présidentielles en France

Déclaration du Comité International de la Quatrième Internationale

26 avril 2002

Le Comité International de la Quatrième Internationale lance un appel aux travailleurs, aux jeunes et aux intellectuels français à boycotter le second tour des élections présidentielles qui oppose le candidat néo-fasciste du Front national au président de droite Jacques Chirac.

La percée électorale de Le Pen au premier tour du scrutin a révélé la crise profonde de la Cinquième République française. Un régime qui engendre un choix entre deux candidats de la sorte a perdu toute crédibilité. La classe ouvrière doit rejeter cette mascarade antidémocratique et se préparer à mobiliser sa force indépendante à l'encontre de celui des deux candidats réactionnaires qui gagnera.

Pourquoi le boycott est-il la réponse politique correcte et nécessaire pour la classe ouvrière à l'élection du 5 mai ? Parce que le boycott enlèvera toute crédibilité à cette escroquerie électorale et sera un moyen de traduire le mécontentement de masse en une authentique action politique.

Une étude des résultats du premier tour démontre clairement que de larges sections d'électeurs ont été effectivement privées de leurs droits à la représentation au second tour. Un tiers des inscrits restèrent chez eux écoeurés par tous les candidats, tandis que près de 40% de ceux qui ont voté choisirent des partis qui se disent de gauche. Parmi ces derniers, 11% ont voté pour des partis associés à une politique socialiste révolutionnaire. Et malgré cela les électeurs en sont réduits, au second tour, à choisir entre deux candidats de la droite extrême, qui, à eux deux, ont reçu le soutien de moins d'un quart des inscrits.

Des centaines de milliers de travailleurs français et de jeunes sont descendus dans la rue pour exprimer leur opposition à la politique anti-immigrée et anti-classe ouvrière de Le Pen et du Front National, ainsi que leur haine du système d'inégalité sociale et de corruption politique qui ont engendré ce mouvement politique réactionnaire.

Des centaines et des milliers de plus manifesteront à Paris le 1^{er} mai. Cette journée internationale de l'unité de la classe ouvrière devrait être utilisée pour lancer une vraie campagne d'opposition de classe contre les deux candidats de la bourgeoisie réactionnaire par un boycott des élections. Il ne s'agit pas là de simple abstention mais il s'agit pour les travailleurs de commencer à agir en tant que force indépendante contre ces éléments (fascistes autant que gaullistes) qui tentent de faire des immigrés et des couches les plus opprimées de la société des boucs émissaires.

La campagne engagée par le Parti Socialiste, le Parti Communiste, les Verts et autres sections de la gauche française pour soutenir Chirac au second tour ne mérite que mépris. Voter

pour Chirac ne fait en rien avancer la lutte contre Le Pen. Cela ne fera qu'intensifier la désorientation politique qui a apporté aux néo-fascistes leur succès au premier tour.

Le premier tour des élections a vu le taux d'abstention le plus élevé depuis 1958, ce qui montre clairement la désaffection de larges sections de la population à l'égard des deux partis, gaulliste et socialiste, qui ont dominé la vie politique pendant des décennies. Ces partis de l'élite gouvernante sont devenus pratiquement impossibles à différencier du point de vue de leur politique et de moins en moins capables de réagir ou même de saisir l'état d'esprit des masses.

En l'absence de toute alternative indépendante de la part des partis qui historiquement obtiennent leurs voix de la classe ouvrière, le Front National a réussi à faire une campagne populiste de droite, en appelant aux 'petites gens' et contre l'« Establishment » politique monolithique.

En conséquence, Le Pen a engrangé les voix non seulement de son bastion traditionnel du Sud de la France mais de régions ouvrières du Nord qui votaient traditionnellement pour le Parti Communiste stalinien, qui a vu ses voix baisser de 2.6 millions en 1995 à 960.000.

Les dangers que représente l'accroissement du soutien en France à un parti néo-fasciste ne doivent pas être sous-estimés. En évaluant la signification du vote pour Le Pen, il est cependant essentiel de comprendre que les résultats de l'élection révèlent une crise de confiance dans l'appareil politique bourgeois tout entier.

« ...ce sont 40 % des électeurs qui se sont prononcé contre les partis de gouvernement, soit deux fois plus qu'en 1995 et 1988 » remarque Le Monde. « Si l'on cumule l'abstention et ce vote « hors système », ce sont donc près de trois électeurs inscrits sur cinq qui ont boudé ou rejeté les candidats susceptibles de gouverner le pays demain. Ce seul chiffre dit assez qu'au-delà de l'échec de la gauche, du succès de l'extrême droite et de la fragilité de la droite, c'est un rejet plus fondamental et plus inquiétant qui s'est exprimé. »

Les partis politiques et les personnalités publiques qui appellent à voter pour Chirac au nom d'un « référendum contre Le Pen » ou d'un « plébiscite pour la démocratie » essaient de raviver la confiance populaire dans un système politique que de larges sections de la population française rejettent. Pour sa part, Le Pen se réjouit de voir les socialistes et les gaullistes serrer les rangs ce qui vient renforcer sa démagogie réactionnaire.

Chirac s'est enveloppé du drapeau tricolore, déclarant que sa victoire est nécessaire « pour sauver l'honneur de la France. » Il est tout à fait approprié qu'un objectif aussi douteux soit associé à la campagne électorale d'un homme dont le nom est synonyme de corruption et d'escroquerie.

Le président sortant a refusé le débat télévisé avec Le Pen.

« Face à l'intolérance et la haine aucun débat n'est possible », a déclaré Chirac lors de son premier rassemblement de campagne après le premier tour. « De même que je n'ai accepté aucune alliance avec le Front National dans le passé... je n'accepterai pas de débat avec son dirigeant à l'avenir. »

Le Pen n'a aucune difficulté à démasquer cette hypocrisie. Il a révélé que Chirac avait justement sollicité une telle alliance en 1988, peu après que le dirigeant du Front National ait fait cette remarque infâme sur les chambres à gaz nazies n'étant qu'un « détail de l'histoire. » Suite à ce marché le dirigeant du Front National a pressé ses électeurs à voter au second tour pour le RPR gaulliste.

Chirac a d'autres raisons encore pour éviter un débat avec Le Pen. Il a, comme le reste de la droite française, les yeux rivés sur les élections législatives de juin. Son souci majeur n'est pas de battre Le Pen mais d'unifier les partis de droite pour obtenir une majorité parlementaire. A cette fin, il a établi un nouveau front politique, l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP), pour assurer une alliance de la droite et du centre droit.

Chirac n'a pas de différences politiques de principe avec Le Pen. Il prend soin de laisser ouverte la porte pour collaborer avec les néo-fascistes à l'avenir.

L'organisation électorale toute entière est devenue une muselière pour les masses, ne proposant aux travailleurs aucun moyen d'expression de leur malaise social. Les soi-disant partis de gauche, socialistes et communistes, portent la plus grande part de responsabilité pour cet état de fait. Se proposant comme les meilleurs administrateurs de l'état capitaliste et de l'économie capitaliste, ils ont présidé à la destruction des services sociaux, la privatisation de l'industrie et les attaques contre les droits démocratiques.

L'écoeuvante manifestation de lâcheté politique du Premier ministre socialiste candidat, Lionel Jospin, qui annonça sa démission quelques heures après la débâcle électorale de son parti est un exemple typique de la faillite de la « Gauche » officielle. La prostration de Jospin devant Le Pen le définit comme l'héritier politique du dirigeant du Parti Radical français, Edouard Daladier qui donna sa démission après une émeute fasciste en février 1934 et ouvrit la voie plus tard à la prise de pouvoir fasciste en mai-juin 1940.

Un boycott est nécessaire pour commencer la clarification politique de la classe ouvrière et s'opposer à la désorientation créée par la trahison des partis socialistes et communistes. Travailleurs, étudiants et intellectuels qui bouillonnent de colère devant le résultat des élections ne doivent pas être laissés dans l'isolement, ou pire, être accusés à contribuer à faire élire un gouvernement engagé à attaquer la classe ouvrière. Une politique active est nécessaire, comprenant l'organisation de réunions pour promouvoir le boycott, de manifestations et de

grèves politiques.

Ceux qui prétendent que voter pour Chirac est le seul moyen de battre le Front National ne font que révéler leur propre paralysie et pessimisme. Une classe politique qui présente un tel personnage dans le rôle du champion de la démocratie ne fait que révéler sa propre décrépitude.

Une présidence de Chirac, soutenue par une majorité parlementaire de droite, est clairement le résultat préféré des sections les plus influentes de la bourgeoisie française. Un tel gouvernement va mettre en œuvre une grande partie du programme politique avancé par le Front National, dont les slogans électoraux anti-immigrés et sécuritaires étaient repris en grande partie par les gaullistes lors de la campagne électorale.

Une section non négligeable de l'électorat, quelque onze pourcent, a voté pour des organisations qui se disent trotskistes et qui affirment prôner une politique révolutionnaire. Ces partis et leurs candidats—Arlette Laguiller de Lutte Ouvrière, Olivier Besancenot de la Ligue Communiste Révolutionnaire, et Daniel Gluckstein du Parti des travailleurs—ont maintenant la responsabilité d'adopter la revendication du boycott et de faire activement campagne pour sa mise en œuvre.

Cependant, la réaction initiale de Laguiller a été tout à fait passive. Dans sa déclaration plus récente, elle a dit qu'elle « n'appellerait pas à s'abstenir au second tour ». Elle a ajouté qu'elle encouragerait les travailleurs à ne pas voter pour Le Pen, en refusant d'adhérer à la coalition qui soutient le vote pour Chirac.

Ceci représente une dérobade, et non une politique pour combattre la droite. C'est laisser les travailleurs sans orientation claire sur ce qu'ils devraient faire. La formulation de Laguiller laisse la décision à l'électeur individuel, et implicitement, l'encourage à voter Chirac.

Il faut une politique active, prenant la forme d'un boycott organisé, pour unifier la classe ouvrière et pour ouvrir un nouveau chemin de lutte qui contribuera à construire un mouvement socialiste de masse, authentiquement indépendant.

La classe ouvrière française ne peut trouver d'issue à la crise politique en se basant sur un programme national. L'alternative proposée par les partis socialiste et communiste—un état providence bureaucraté mais vidé de ses acquis sociaux—ne représente nullement une alternative.

Contre le chauvinisme nationaliste, la xénophobie et le protectionnisme prônés par Le Pen—et dont de larges sections de la soi-disant gauche se font l'écho—la classe ouvrière doit avancer son propre programme internationaliste pour unifier les luttes des travailleurs partout en Europe pour défendre son niveau de vie et ses droits démocratiques. Pour les travailleurs, l'alternative au marché unique européen des sociétés transnationales c'est la lutte pour les Etats Socialistes Unis de l'Europe.

© World Socialist Web Site
<http://www.wsws.org> et <http://www.wsws.org/francais>

Pour contacter le World Socialist Web Site
Email: editor@wsws.org